



Organisation
Internationale
du Travail



Ministère du Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises
Direction des Petites et Moyennes Entreprises



► Etude de l'impact de la Covid-19 sur les entreprises et travailleurs de l'économie informelle au Sénégal

Note synthétique

Ce document synthétise les résultats de l'étude d'impact de la COVID-19 sur l'économie informelle au Sénégal, commanditée par le Bureau International du Travail (BIT) en réponse à la demande du Ministère du Commerce et des PME du Sénégal.



Septembre 2020

La pandémie de la COVID-19 au Sénégal et les mesures gouvernementales

La pandémie de COVID-19, qui au 23 septembre 2020 a déjà contaminé plus de 31 millions d'individus et fait plus de 970 000 victimes (Johns Hopkins University), **n'a pas épargné le Sénégal**. Le pays a enregistré son premier cas positif le 02 mars. Le 22 mars, le Sénégal comptait 5.970 cas détectés dont 86 décès. Pour endiguer la progression de la maladie, le 23 mars, le Président de la République a décrété l'état d'urgence, assorti d'un couvre-feu et de mesures de (semi-)confinement qui ont rapidement suscité le mécontentement des opérateurs économiques. Ceci a contribué à l'assouplissement progressif des mesures de restriction à partir de mai 2020.

L'économie informelle au Sénégal

Au Sénégal, l'économie informelle représente le principal moyen de subsistance de 90% des femmes et des hommes travailleurs. **Le tissu économique sénégalais repose en grande partie sur les 97% d'entreprises qui œuvrent dans le secteur informel non agricole, composé principalement de TPE et de PME. La contribution du secteur informel au PIB était estimée à 44,6% en 2011 (RNCS 2011).** L'économie informelle recouvre une multiplicité de situations qui ont néanmoins en commun un déficit de travail décent ainsi et une faible capacité de résilience en cas de crise.

L'insuffisance des mesures d'accompagnement

Des mesures d'accompagnement ont été prises mais sont insuffisantes pour atténuer le choc auprès des acteurs de l'économie informelle. Elles contribuent à prévenir la pauvreté et l'informalisation tout en soutenant la demande, indispensable pour la survie des unités économiques informelles (UPI) mais ne visent pas directement (ou peu) les femmes et les hommes de l'économie informelle.

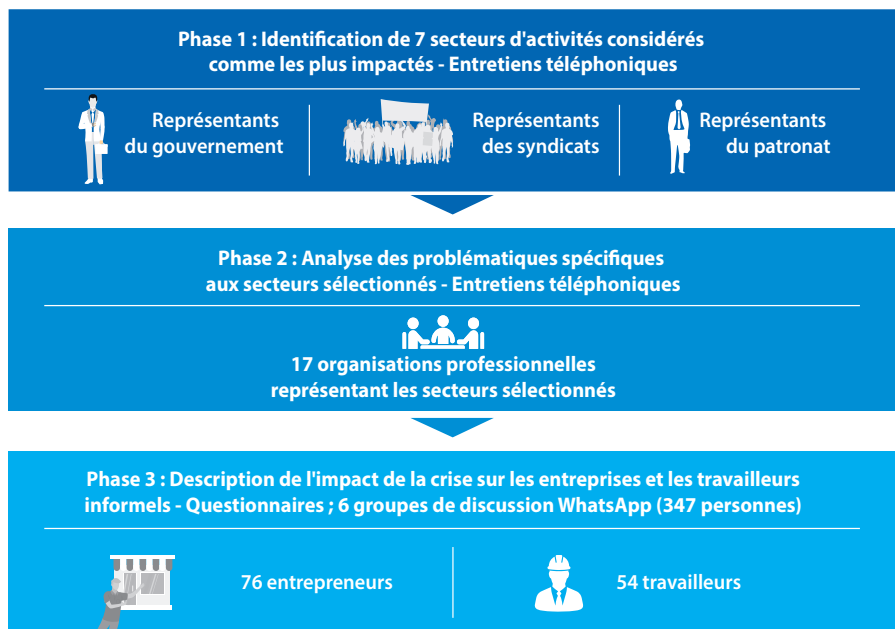
Le besoin de mesures complémentaires

L'économie informelle est considérée comme un levier essentiel de lutte contre la précarité, le chômage et le sous-emploi. Cela implique de parvenir à la préserver de la crise sanitaire, économique et sociale associée à la COVID-19 et à en limiter les conséquences négatives, à moyen et long terme. A court terme, il s'agit d'identifier les opportunités d'assurer la continuité des activités informelles, de pérenniser leur contribution au tissu économique, d'assurer un revenu à la population qui en dépend. Ce faisant, il convient de poser les bases pour une formalisation à moyen terme. Cela **nécessite des réponses complémentaires qui atteindront effectivement les entreprises et des travailleurs de l'économie informelle.**

Méthodologie appliquée et principales filières et secteurs visés

Méthodologie appliquée

L'étude des impacts de la COVID-19 sur les entreprises et les travailleurs de l'économie informelle au Sénégal s'est effectuée via un processus participatif mené en étroite collaboration avec les organisations et les acteurs de l'économie informelle ainsi que l'ensemble des structures publiques et privées d'encadrement.



Utilisation de groupes de discussion WhatsApp

Les méthodes de collecte d'information à distance, sans contact interpersonnel ont été retenues pour respecter les mesures de distanciation physique. Les entretiens en face à face et les groupes de discussion ont été repensés et remplacés par des **entretiens téléphoniques et des groupes de discussion WhatsApp**. L'objectif principal des groupes WhatsApp était de laisser « la parole libre » aux participants pour s'exprimer dans la langue de leur choix et au moment de leur choix. Ces groupes ont par ailleurs permis un élargissement géographique et un rééquilibrage entre les différentes régions couvertes par l'étude.

Les secteurs sélectionnés

Les facteurs favorables à la diffusion de la COVID-19 s'appliquent particulièrement aux activités menées par les acteurs de l'économie informelle. Ces activités sont souvent menées dans l'espace public et dans des lieux où la concentration humaine est forte. Les lieux d'exercice de l'activité demeurent faiblement aménagés, avec un niveau de salubrité limité et peu ou pas d'équipement d'hygiène nécessaire. **Les secteurs les plus représentés dans l'économie informelle sont aussi ceux directement affectés par les mesures de prévention** et notamment par les mesures de restriction de circulation, voire de confinement.



Restauration, événementiel et loisirs



- **Exposition très élevée** : contacts rapprochés avec la clientèle
- **Impact des mesures** : directement ciblé par les mesures de fermeture, le couvre-feu et les restrictions de capacité d'accueil



Soins aux personnes et coiffure



- **Exposition très élevée** : contact physique avec la clientèle, proximité physique élevée, peu d'équipements de protection
- **Impact des mesures** : limitation de l'activité (fermeture des marchés) et fermeture de nombreux salons



Transports et mécanique automobile



- **Exposition très élevée** : forte promiscuité, non-respect des mesures barrières, absence d'équipements de protection
- **Impact des mesures** : directement ciblé par les mesures d'interdiction des transports interrégionaux



Agro-alimentaire



- **Exposition élevée dans les marchés** (promiscuité, densité de personnes); intermédiaire dans la production et transformation
- **Impact des mesures** : désorganisation des circuits de commercialisation (fermeture des marchés, transports et frontières)



Commerce



- **Exposition élevée dans les marchés** (promiscuité et densité de personnes), et intermédiaire pour les marchands ambulants
- **Impact des mesures** : directement ciblés par l'interdiction de rassemblement et de vendre dans les rues



Pêche



- **Exposition élevée dans les abattoirs et les marchés** (proximité et insalubrité) et intermédiaire dans l'activité de pêche
- **Impact des mesures** : débouchés commerciaux restreints par la fermeture des marchés et la mise en quarantaine des villes



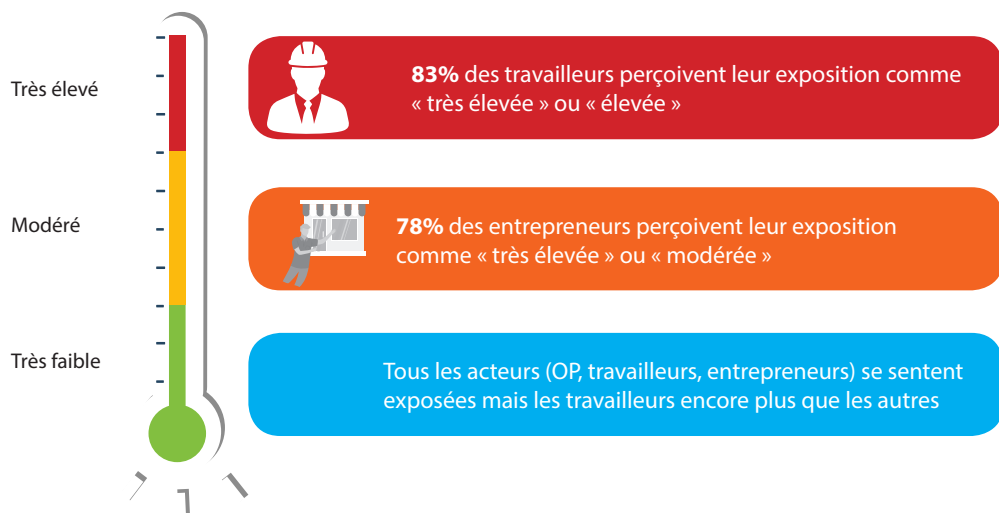
Couture et confection



- **Exposition élevée pour la commercialisation** (promiscuité); intermédiaire pour la confection (nombre limité de travailleurs)
- **Impact des mesures** : baisse de l'écoulement et de la demande, essor d'un marché de niche (masques)

Perceptions du risque d'exposition et des mesures prises

Perceptions du degré d'exposition au risque



La perception du degré d'exposition et du risque de contamination est plus élevée parmi les travailleurs qui se trouvent en contact direct avec les clients dans de nombreux secteurs. Cependant, en l'absence de revenu de remplacement, il est nécessaire pour la majorité d'entre eux d'aller gagner leur vie sans réelle possibilité de se mettre à l'abri de tout risque de contagion. Plus de 80% répondent par l'affirmative à la question « Pensez-vous que c'est une bonne chose d'aller travailler plutôt que de rester à la maison pour éviter la contagion ? ».

« Un manque total de préparation face à ce genre de problème, fait que les gens ont faim et ne peuvent plus continuer de rester à la maison car une mort reste une mort qu'elle soit provoquée par le virus ou par la misère ».

Une responsable d'organisation de transformations de produits halieutiques

Les catégories de travailleurs les plus précaires (apprentis, travailleurs contractuels, vendeuses itinérantes, etc.) **sont considérés comme plus exposés** au risque de contamination. Ils sont confrontés aux conditions de travail les plus difficiles et disposent de moins de ressources (matérielles, économiques, sociales) pour s'en prémunir.

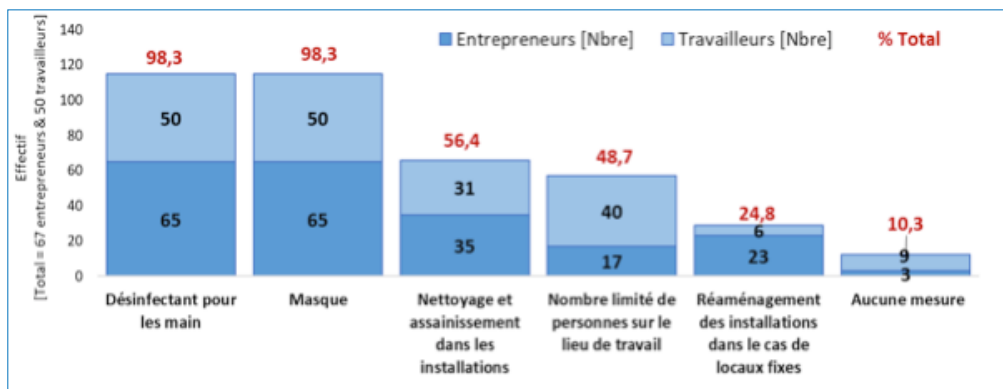
« Tous les travailleurs relevant de notre secteur, à plus de 90% dans l'informel, sont vulnérables que ce soit au niveau des risques de contamination, du manque de protection ou des difficultés d'accès aux soins de santé en cas de besoin ».

Un responsable d'OP évoluant dans la mécanique.

Adoption et application des mesures sanitaires

Les résultats mettent en évidence l'adoption quasi généralisée de certaines mesures sanitaires de prévention contre la propagation du virus sur le lieu de travail. Les dispositions prises par les entrepreneurs pour assurer leur santé/sécurité, celle de leurs travailleurs et de leurs clients reposent essentiellement sur l'acquisition d'équipements de protection et l'application des mesures de distanciation physique. Cependant, que la grande majorité des travailleurs et entrepreneurs aient adopté des mesures ne signifie pas qu'ils l'aient fait de façon régulière ou adéquate.

Mesure(s) de protection individuelle et/ou collective prises sur le lieu de travail pour se protéger et protéger les employés du risque de contamination



Perception des mesures préventives adoptées par le gouvernement

Si des résistances ont été observées notamment concernant l'interdiction du transport interurbain et le couvre-feu nocturne (qui a contraint beaucoup d'entreprises à l'arrêt total), l'objectif des mesures visant à limiter la propagation du virus a été compris, et le respect de ces mesures perçu comme un effort collectif pour le bien de tous. Dans les faits, il s'agit néanmoins d'un **sacrifice individuel et collectif se traduisant nécessairement par une perte de revenus** conséquente pour une population qui vit au jour le jour sans protection sociale ou de l'emploi.

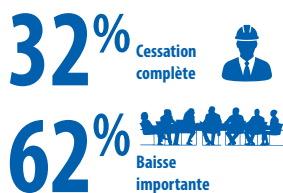
« Nous, les transporteurs, avons été les principales victimes du couvre-feu qui a conduit à l'arrêt total de nos activités pendant près de trois mois. L'arrêt des restrictions de déplacement ne va pas permettre une reprise normale de nos activités car les clients voyageurs resteront peu nombreux par crainte d'être contaminés pendant les mois à venir ». *Un transporteur*

Impacts économiques et sociaux de la crise

Les impacts économiques sur les activités

La crise sanitaire, sociale et économique liée à la COVID-19 et les mesures de confinement ont affecté simultanément l'offre et la demande : la production de biens et de services, la mobilité des biens et personnes et le pouvoir d'achat provoquant des effets imbriqués : une cessation ou baisse des activités, des problèmes d'approvisionnement et une baisse de la demande.

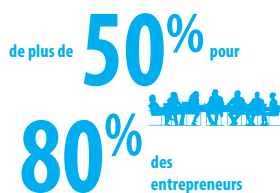
CESSATION OU BAISSÉ DE L'ACTIVITÉ



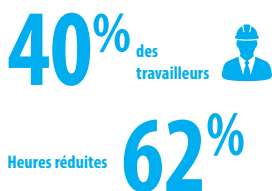
DIFFICULTÉS D'APPROVISIONNEMENT



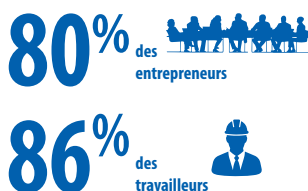
BAISSE DE FRÉQUENTATION DE LA CLIENTÈLE



PERTES D'EMPLOI



BAISSE DE REVENUS



DIFFICULTÉS FINANCIÈRES



Conséquences pour les entrepreneurs et les travailleurs

La restriction des heures et lieux de travail et de déplacement pour les biens et personnes a produit **une fragilisation voire une perte de l'emploi et des pertes partielles ou totales des revenus**, entraînant des difficultés financières et de fortes chutes du pouvoir d'achat et de la demande de biens et services. Nombre d'entrepreneurs sont ainsi confrontés à un risque élevé d'endettement pouvant compromettre la viabilité de leur entreprise et la relance ultérieure de leur activité.

Exacerbation des inégalités et précarisation accrue

L'impact économique exacerbe des inégalités préexistantes et précarise certains groupes plus vulnérables de l'économie informelle (femmes, artisans, etc.). Les pertes de revenus pour les entrepreneurs et travailleurs informels trouvent un terrain déjà fragile du fait du manque d'épargne et d'amortisseur financier. L'aggravation de la pauvreté pourraient entraîner **de plus grandes difficultés à s'engager dans le processus de formalisation** si ce dernier n'est pas accompagné d'incitations et d'un accès à des prestations de qualité répondant aux besoins.

Mesures sanitaires (y-compris semi-confinement) et craintes de la population



Baisse de revenus, difficultés financières pour les entrepreneurs et travailleurs, et baisse de pouvoir d'achat de la population.



Pour les entrepreneurs

Difficultés de paiement des charges incompressibles

Difficultés de remboursement du crédit ; Emprunt et endettement



Pour les travailleurs

Incapacité à couvrir les dépenses courantes et besoins essentiels

Réduction des heures de travail et du salaire, perte d'emploi

« Mes activités étaient quasiment à l'arrêt dès le début du couvre-feu. Les rares clients qui venaient ne permettaient plus de payer les salaires des trois employés. La seule solution, c'était une fermeture provisoire en attendant la suite des événements. Un coup durement ressenti dans mon quotidien de mère, qui doit gérer la dépense quotidienne et les besoins de mes enfants ».

Une femme qui tient un restaurant

Stratégies de résilience

Les réponses apportées par les entrepreneurs semblent mettre en évidence un certain fatalisme mais aussi une confiance en l'avenir. Nombreux sont ceux qui n'ont pas adopté de stratégie particulière. L'économie informelle est caractérisée par sa capacité d'adaptation aux réalités du marché. Cela peut représenter un avantage pour la reprise dans la mesure où l'activité perdure et un soutien est apporté. Il peut s'agir de crédits ou fonds mis à leur disposition, de facilités accordées par les IMF et d'un accompagnement pour l'identification de l'activité et des travailleurs et l'engagement vers la formalisation.

« On nous avait interdit notre travail dans le seul but de résoudre les problèmes par rapport à la COVID-19 et ça n'a abouti à rien à part la pauvreté et c'est trop dur ... maintenant on ne peut pas tout recommencer si rien n'est fait pour nous ».

Participant au groupe de discussion WhatsApp du secteur des transports.

Mesures de soutien et besoins évoqués par les acteurs

L'insuffisance des mesures gouvernementales de soutien et de relance

Le Sénégal a mis en place un Fonds de riposte et de solidarité, traduit dans un programme de résilience économique et sociale malheureusement **restreint aux entreprises et travailleurs formels**. Pour les informels, en l'absence de dispositif de ciblage efficace, le gouvernement a opté pour des mesures sociales larges (distribution de vivres, gratuits eau et électricité). **Cependant, ces mesures ponctuelles ne sont pas à même d'appuyer les UPI dans leur relance et leur résilience** à moyen et long terme, et de nombreux ménages ayant subi le choc de la pandémie mais ne faisant pas partie des ménages vulnérables identifiés dans le Registre national unique (RNU) n'en ont pas bénéficié. Des failles ont également été constatées dans la distribution des vivres (transport, qualité, etc.). **Les mécanismes pour soutenir l'économie informelle sont donc encore à créer.**

« Depuis l'arrivée du COVID-19, nous n'avons pas travaillé par méfiance et pour mieux respecter les mesures et malgré cela les aides dont on a entendu parler ne sont jamais arrivées ». *Participant au groupe de discussion WhatsApp du secteur couture.*

Absence de protection sociale

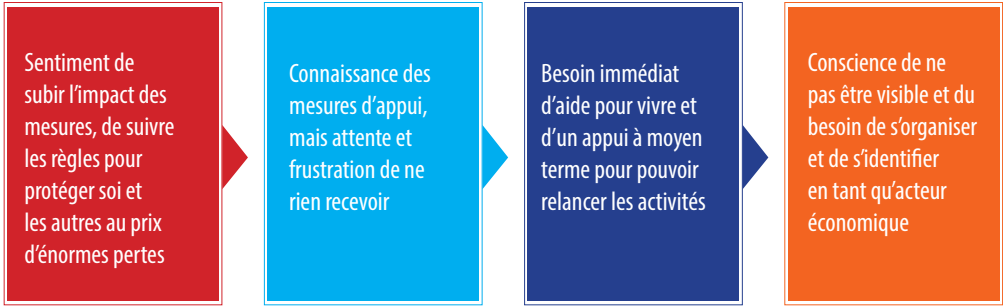
La couverture des travailleurs de l'économie informelle par la protection sociale (assurance sociale ou assistance sociale destinée aux plus vulnérables) **reste limitée**, et les mesures de chômage technique adoptées en réponse à la crise n'atteignent pas les informels. La principale raison citée par les travailleurs pour expliquer l'absence de couverture est leur méconnaissance du lieu où et de la personne ou l'institution à qui s'adresser (89%) plutôt qu'un refus de cotiser.

Le rôle des organisations professionnelles (OP) de l'économie informelle

Les OP jouent un rôle important dans l'économie informelle. Elles n'ont généralement pas été consultées par le gouvernement lors de l'adoption et la mise en œuvre des mesures. Par ailleurs, elles ont été relativement peu impliquées dans l'appui apporté aux entreprises et travailleurs de l'économie informelle. Moins de 15% des entrepreneurs se sont vu proposer un appui par leur organisation. La crise de la COVID-19 est une occasion unique de revoir la façon dont les OP peuvent appuyer leurs membres, pour survivre à la crise et en sortir grandis. **Le renforcement des OP et leur réorganisation demeure un élément clé de succès** afin qu'elles puissent représenter un levier fiable pour atteindre les acteurs de l'économie informelle.

Besoins et frustrations des informels

En l'absence de protection sociale et de mesures d'accompagnement efficaces, le respect des mesures sanitaires a signifié pour les informels une énorme perte, qui n'est pas sans engendrer **une frustration et des attentes d'appui**. Les besoins d'appuis prioritaires évoqués sont l'aide financière (86% des travailleurs et 42% des entrepreneurs) et l'aide alimentaire (37% des travailleurs et 37% des entrepreneurs).



Formalisation : prise de conscience des avantages et obstacles

La crise de la COVID-19 a mis en évidence les avantages à passer de l'invisibilité à l'identification en tant qu'acteur économique reconnu. Ainsi, les résultats de l'enquête révèlent un **intérêt pour la formalisation** et la perception qu'être formel est **associé à un ensemble d'avantages** pour les entrepreneurs et les travailleurs. Pour beaucoup, s'organiser est une condition préalable à l'accès à l'identification, la reconnaissance du métier et enfin l'accès aux appuis, dont la protection sociale.

« Un artisan doit se formaliser, doit avoir les papiers qui confirment qu'il est artisan. Un artisan sans papiers c'est comme un chauffeur sans permis ».

Groupe de discussion WhatsApp dans le secteur couture et confection.

Avantages de la formalisation		Obstacles à la formalisation	
1. Accéder aux aides publiques accordées  100% des entrepreneurs	1. Plus grande sécurité de l'emploi  82% des travailleurs	1. Manque d'information sur les procédures administratives et manque de sensibilisation  91% des entrepreneurs	 66% des travailleurs
2. Accès à une meilleure protection sociale  82% des entrepreneurs	 75% des travailleurs	2. Procédures trop longues, complexes  78% des entrepreneurs	2. L'informalité de mon entreprise  50% des travailleurs

Le besoin de mesures conjoncturelles et structurelles

La crise de la COVID-19 a renforcé les vulnérabilités préexistantes des entrepreneurs et des travailleurs de l'économie informelle. Elle a également mis en évidence les avantages associés à la formalisation. Les mesures mises en place par le gouvernement afin d'atténuer les répercussions de la crise ont eu un impact très limité sur les acteurs de l'économie informelle. Le défi reste de trouver les mécanismes adaptés pour atteindre efficacement ces acteurs. Ces politiques doivent s'appuyer sur une **stratégie multidimensionnelle combinant à la fois des actions conjoncturelles et structurelles**. Elles doivent également s'attaquer, à la fois, aux conséquences sanitaires, sociales et économiques de la crise.

Une stratégie de formalisation

L'impact économique de la pandémie sur l'économie informelle renforce l'importance de formaliser, réorganiser, valoriser l'économie informelle et de permettre sa pleine contribution à l'économie nationale. Pour ce faire, les efforts doivent être concentrés sur la promotion de son inscription, de sa structuration et de sa reconnaissance, l'extension légale (quand c'est nécessaire) et surtout effective de la protection sociale et dans l'immédiat l'accès à l'assistance sociale et /ou aux appuis apportés en réponse à la crise et pour soutenir la relance. L'économie informelle présente une diversité de situations et de besoins et il faudra en tenir compte et proposer des mesures de transition adaptées. Une bonne stratégie de formalisation doit s'inscrire dans l'esprit de la Recommandation n° 204 de l'OIT concernant la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle.

Parmi les principes directeurs, entériner la mise en place d'un mécanisme de coordination au plus haut niveau permettrait aux parties prenantes nationales d'assurer la cohérence et la coordination d'un large éventail de mesures politiques, ainsi que la coopération entre les organes et autorités concernés. L'implication des bénéficiaires finaux dans le développement d'une stratégie ou plan d'action conditionnera l'adhésion des unités de production informelles et des travailleurs de l'économie informelle. Cette implication suppose un dialogue social inclusif et la définition des rôles et actions des différentes structures (organisations patronales, syndicales, professionnelles et consulaires).



Mesures conjoncturelles (court terme)

Limiter les risques de contagion à la COVID-19 et assurer des mesures de santé et sécurité au travail adaptées et applicables à l'économie informelle

Garantir un complément de revenu aux acteurs les plus vulnérables via des aides d'urgence pour la prise en charge des besoins de base.

Soutenir les activités économiques au moyen de diverses mesures, par exemple des appuis financiers et la facilitation de l'accès aux marchés publics et privés.

Identifier les entrepreneurs et travailleurs de l'économie informelle pour les rendre visibles et bénéficiaires d'aides et d'appuis fournis par l'Etat.

Bâtit sur les mesures conjoncturelles pour créer les conditions d'avancées structurelles et au-delà, de nouvelles opportunités pour l'économie informelle.

Mesures structurelles (moyen et long terme)

Faciliter la transition vers la formalité en opérationnalisant les instruments existants et en améliorant la capacité d'absorber l'économie informelle.

Lever les barrières à l'enregistrement et à la mise en conformité via une politique de communication active et une simplification des formalités.

Instaurer une protection sociale adaptée pour répondre aux besoins urgents mais également mettre en place un mécanisme pérenne pour l'informel

Augmenter la productivité des unités économiques informelles en les accompagnant mieux.

Mettre en place un mécanisme de coordination inclusif des interventions visant la formalisation de l'économie informelle



OIT Dakar

📍 Km 6, avenue Cheikh Anta Diop
stèle Mermoz
BP. 414 – CP. 18524 – Dakar
Dakar, Sénégal

☎ : +221 33 869 92 00

✉ : dakar@ilo.org

🌐 : www.ilo.org/dakar